

Mathias AUDIT
Professeur de droit privé

Formation

Agrégation de droit privé et de sciences criminelles. 7 ^e rang	2005
Docteur en droit privé. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	1999
Titre : Les conventions transnationales entre personnes publiques	
Directeur : Professeur Pierre Mayer	
Mention : Très bien avec les félicitations du jury	
Publication : LGDJ, Bibliothèque de droit privé, Paris, 2002	
DEA de droit international privé et de droit du commerce international. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	1993
DEUG – Licence – Maîtrise. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	1988-1992
Baccalauréat (A1). Lycée Stanislas	1988

Parcours

• Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	2016
• Professeur à l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense	Depuis 2009
• Chargé d'enseignements à Sciences Po	2009-2012
• Professeur à l'Université de Cergy-Pontoise	2008-2009
• Professeur à l'Université de Caen	2005-2008
• Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise	1999-2005
• ATER à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	1997-1999
• Institute of Advanced Legal Studies (Londres – Royaume Uni)	1995
• Allocataire de recherches à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	1993-1996

Administration

• Président du Conseil d'administration de la Fondation partenariale de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense	Depuis 2015
• Codirecteur du Centre de droit international (CEDIN) de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense. Note A+ lors de la dernière évaluation (2013)	Depuis 2010
• Directeur du DU de droit de l'énergie, des infrastructures et du financement de projets de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense	Depuis 2013
• Directeur du Laboratoire d'Etudes juridiques et politiques de l'Université de Cergy- Pontoise (LEJEP).	2008-2009
• Directeur du Master 2e année de Droit privé de l'Université de Cergy-Pontoise	2008-2009
• Directeur du Centre de recherches en droit privé (CRDP) de l'Université de Caen. Note A+ lors de la dernière évaluation (2008)	2005-2008
• Directeur du Master 2e année de Droit privé de l'Université de Caen	2005-2008
• Membre du Conseil de l'UFR de droit de l'Université de Cergy-Pontoise	2000-2005
• Membre du Conseil d'administration de l'Université de Cergy-Pontoise	2003-2005

Recherche

- **Domaines de recherche :**
 - Droit de l'arbitrage interne et international
 - Droit des investissements internationaux
 - Droit financier international
 - Droit du commerce international
 - Droit international privé
- **Organisation de colloques :**
 - « **L'application extraterritoriale des lois nationales : un obstacle pour le commerce mondial et l'investissement international ?** », colloque commun ICC France/AFJE (14 avril 2016).
 - « **Insolvabilité des Etats et dettes souveraines** », Palais du Luxembourg (10 nov. 2010).
 - « **Public Contracts and International Arbitration** », Colloque du Réseau « Publics Contracts in Legal Globalization », SciencesPo Paris (18 déc. 2009). Publication des actes : Bruylant, Bruxelles, 2011.
 - « **Conflits de lois et régulation économique : l'expérience du marché intérieur** », en collab. avec H. Muir Watt et E. Pataut, Sciences Po (22-23 juin 2007). Publication des actes : LGDJ, Coll. Droit & Economie, Paris, 2008.
 - « **Regards croisés sur l'autorité de la chose jugée** », en collaboration avec Th. Le Bars, Université de Caen (3-4 mai 2007). Publication des actes : Revue Procédures, 2007, n^{os} 8-9.
- **Groupes de travail :**
 - Membre du Groupe de travail sur « **Conflits de lois en droit des titres financiers** » du Haut Comité juridique de la place financière de Paris (HCJP), créé sous l'égide de la Banque de France et de l'AMF.
 - Président du Groupe de travail sur « **Extraterritorialité du droit et arbitrage international** » de la Chambre de commerce internationale (ICC France).
 - Président du Groupe de travail sur « **Arbitrage et droit public** » du Comité français de l'arbitrage (CFA).
 - Fondateur du Groupe de travail du CEDIN relatif à « **L'ingénierie juridique pour la création d'un Centre international pour la sauvegarde financière des Etats** » (travaux publiés au *JDI*, 2015. 1057)
 - Membre du groupe de travail « **Sovereign Bankruptcy** » de l'*International Law Association*.
- **Comités éditoriaux :**
 - Revue de l'arbitrage
 - Journal of arbitration and médiation (Revue du Congrès d'arbitrage canadien)
 - Revue Droit administratif

Enseignement

- **Matières enseignées :**
 - Droit de l'arbitrage interne et international
 - Droit du commerce international
 - Droit international privé
 - Droit des investissements internationaux
 - Droit financier international

• Professeur invité

- Université de Nagoya (Japon) 2015
- Université de Belo Horizonte (Brésil) 2014
- Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas) 2012
- Université de Vilnius (Lituanie) 2010
- *China-EU School of Law* (Pekin - Chine) 2007-2010
- Sorbonne d'Abu Dhabi (EAU) 2009
- Haut collège en économie de Moscou (Russie) 2009
- Université du Caire (Egypte) 2008
- Séminaire de droit européen de l'Université d'Urbino (Italie) 2008
- Université de Parme (Italie) 2007
- Université de Belgrade (Serbie) 2005
- Université de Bucarest (Roumanie) 2004
- *European Institute* de Lodz (Pologne) 2003

Affiliations

- Membre du Comité exécutif de l'*International Academy for Arbitration Law*
- Membre du Comité pédagogique de l'Ecole Internationale des Modes alternatifs de Règlement des Litiges du Barreau de Paris
- Membre du Conseil exécutif de la Société française pour le droit international (SFDI)
- Membre du Comité de pilotage du Réseau *Publics Contracts in Legal Globalization/ Contrats Publics dans la Globalisation Juridique*
- Membre du Comité français de l'arbitrage
- Membre de la Commission d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI)
- Membre du Comité français de droit international privé
- Membre de l'Académie internationale de droit comparé

Publications

I. Ouvrages et monographies

1. *Droit du commerce international et des investissements étrangers*, en collab. avec S. Bollée et P. Callé, coll. Domat Droit privé, LGDJ-Lextenso éd., 2^e éd. 2016. La première édition a obtenu le **Prix du Livre juridique de l'année 2015**.
2. *Bioéthique et droit international privé*, Recueil de l'Académie de droit international de La Haye, tome 373, 2015, p. 220-447.
3. *Les conventions transnationales entre personnes publiques*, LGDJ, Bibliothèque de droit privé, Paris, 2002.

II. Directions d'ouvrages

1. *Transnationalization of Public Contracts*, ed. with S. W. Schill, Larcier, 2016.
2. *Insolvabilité des États et dettes souveraines*, LGDJ, collection droit des affaires, 2011.

3. *Contrats publics et arbitrage international*, Bruylant, Coll. Droit administratif/Administrative law, 2011.
4. *Conflits de lois et régulation économique*, en collab. avec H. Muir Watt et E. Pataut, LGDJ, Coll. Droit & Economie, Paris, 2008.

III. Articles et notes de jurisprudence

A. Droit de l'arbitrage (commercial et investissements)

1. « L'arbitrage international confronté à l'extraterritorialité du droit », *Revue de l'arbitrage*, 2015, p. 1001-1035.
2. « Transparency in Investment Arbitration: The UNCITRAL Contribution », in *Conference for a Euro-Mediterranean Community of International Arbitration – Marseille (France) 8 December 2014*, A publication of conference proceedings prepared by the UNCITRAL secretariat, United Nations, 2015.
3. « La jurisprudence arbitrale comme source du droit international des investissements », in *Droit international des investissements et de l'arbitrage transnational*, Ch. Leben (dir.), Pedone, 2015, p. 119-134.
4. « La coexistence des procédures contentieuses en matière d'investissements étrangers », in *Droit international des investissements et de l'arbitrage transnational*, Ch. Leben (dir.), Pedone, 2015, p. 941-966.
5. « L'arbitrabilité des litiges des personnes publiques : entre autonomie de la volonté et prévalence du droit national prohibitif », in *Vers une lex mediterranea de l'arbitrage – Pour un cadre commun de référence*, F. Osman et L. Chedly (dir.), Bruylant, 2015, p. 141-156.
6. « La dette souveraine devant les tribunaux arbitraux internationaux », *Annuaire international des droits de l'Homme*, Vol. VII (2012-2013), Sakkoulas Pub. / LGDJ, 2014, p. 331-346.
7. « L'effet des sanctions économiques internationales sur l'arbitrage international » in *L'ordre public et l'arbitrage*, E. Loquin et S. Manciaux (dir.), Actes du colloque des 15 et 16 mars 2013 (Dijon), LexisNexis, 2014, p. 143-157.
8. “Enforcing arbitration awards in Dubai against a foreign State: Improvements are urgently needed”, with E. Bou Khalil, *World Journal of Arbitration*, n° 21, 2014, p. 316-328.
9. “Investment Arbitration without BIT: Toward a Foreign Investment Customary Based Arbitration?”, with M. Forteau, *Journal of International Arbitration*, 2012, n° 29, p. 5.
10. « Le contrôle de la sentence arbitrale internationale : Comparaison entre le nouveau droit algérien et le droit français », *Arab Law Quarterly*, 2011, p. 2011, p. 441-453.
11. « Le droit applicable en matière d'arbitrage fondé sur un traité de protection des investissements » in *La fragmentation du droit international*, M. Forteau (dir.), Pedone, 2011, p. 65-81.
12. « Arbitrage international et contrats publics en France » in *Contrats publics et arbitrage international*, M. Audit (dir.), Bruylant, Coll. Droit administratif/Administrative law, 2011, p. 115-132.
13. « Les contrats publics sont-ils solubles dans l'arbitrage international ? » in *Contrats publics et arbitrage international*, M. Audit (dir.), Bruylant, Coll. Droit administratif/Administrative law, 2011, p. XI-XIII.
14. « Contrats administratifs, commerce international et arbitrage », *La lettre de conventions*, Juillet 2010, p. 4-6.
15. « Le nouveau régime de l'arbitrage des contrats administratifs internationaux (à la suite de l'arrêt rendu par le Tribunal des conflits dans l'affaire INSERM) », *Revue de l'arbitrage*, 2010, p. 253-274.

16. Présentation et supervision du Dossier thématique « L'arbitrage et ses évolutions », *La Revue des juristes de Sciences Po*, avril 2010, p. 27-100.
17. « The Review of an International Arbitral Award. A Comparison Between the New Algerian Law and French Law », *Journal of Arab Arbitration*, 2009/4, p. 13-22.
18. « Droit des investissements internationaux. Contentieux arbitral international. Droit commun », *Jurisclasseur de droit international*, fasc. 572-65.
19. « Is the Erecting of Barriers against Sovereign Wealth Funds Compatible with International Investment Law? », *Journal of World Investment & Trade*, 2009, p. 617-627.
20. « Droit des investissements internationaux. Régime du droit interne », *Jurisclasseur de droit international*, fasc. 572-55.
21. « Droit des investissements internationaux. Présentation et sources », *Jurisclasseur de droit international*, fasc. 572-50.
22. « L'introduction de l'arbitrage en matière de règlement des litiges fiscaux transfrontaliers », *Revue de l'arbitrage*, 2008, pp. 589-598.
23. « The Channel Tunnel Group LTD and France-Manche SA v United Kingdom and France, Partial award on jurisdiction, Decision of 30 January 2007 », *International and Comparative Law Quarterly*, vol. 57, issue 3, July 2008, pp. 724-732.
24. « L'arbitrage dans l'accord relatif au Louvre d'Abou Dhabi », *Revue de l'arbitrage*, 2007, pp. 937-941.
25. « Un arbitrage aux confins du droit international public : observations sur la sentence du 30 janvier 2007 opposant le Groupe Eurotunnel au Royaume-Uni et à la République française », *Revue de l'arbitrage*, 2007, pp. 445-461.
26. « L'arbitrage et les contrats de partenariat », *Contrats publics*, n° 64, mars 2007, pp. 38-41.
27. « Le contrat de partenariat ou l'essor de l'arbitrage en matière administrative », *Rev. arb.*, 2004, pp. 541-564.
28. Note sous Civ. 1^{re}, 28 mars 2013, *M. Rouger et autre c/ M. X*, *Rev. arb.*, 2013, p. 1003 : « L'action en nullité de la désignation d'un arbitre comme substitut à l'action en nullité du contrat d'arbitre : le remède est-il préférable au mal ? ».
29. Note sous TGI de Paris, 22 sept. 2010, *Elf Neftegaz c/ M. B.* et CA Paris, 6 janv. 2011, *M. B. c/ Elf Neftegaz*, *Rev. arb.*, 2011, p. 171 : « Qui du tribunal arbitral ou des tribunaux étatiques est compétent pour connaître de la validité d'un contrat d'arbitre ? ».
30. Note sous Civ. 1^{re}, 8 juillet 2010, *Sté Doga, Dalloz*, 2010. 2884, en collaboration avec O. Cuperlier : « Arbitrage, loi de police et responsabilité délictuelle ».
31. Note sous CE, 31 juillet 2009, *INSERM c/ Fondation Letten F. Saugstad*, *Rev. arb.*, 2009, p. 540.
32. Note sous CA Paris, 13 novembre 2008, *INSERM c/ Fondation Letten F. Saugstad*, *Rev. arb.*, 2009, p. 389.
33. Note sous CA Paris, 25 septembre 2008, *Dalloz* 2009, p. 917 : « Premier recours en annulation à l'encontre d'une sentence fondée sur un traité de protection des investissements ».
34. Observations sous Sentence du 30 janvier 2007, *The Channel Tunnel Group Ltd et France-Manche S.A. c/ The secretary of state for transport of the Government of the United Kingdom and Northern Ireland et Le Ministre de l'équipement, des transports, de l'aménagement du territoire, du tourisme et de la mer du Gouvernement de la République française* et Comité ad hoc du CIRDI, 5 sept. 2007, *Industria Nacional de Alimentos S.A. et Indalsa Peru c/ République du Pérou*, aff. n° ARB/03/4, in *Chronique de jurisprudence arbitrale en droit international public*, C. SANTULLI (dir.), *Revue de l'arbitrage*, 2007, pp. 898-902.
35. Observations sous Sentence du 3 août 2006, *Suez, Sociedad General de Aguas de Barcelona S.A., and Vivendi Universal S.A. v. The Argentine Republic*, ICSID Case n° ARB/03/19 et *AWG Group Ltd. v. The Argentine Republic*, UNCITRAL Case et Sentence du 3 février 2006, *EnCana Corporation*

v. Republic of Ecuador, LCIA Case n° UN348 in *Chronique de jurisprudence arbitrale en droit international public*, C. SANTULLI (dir.), *Revue de l'arbitrage*, 2007, pp. 1060-1063.

36. Note sous CA Paris, 1^{er} septembre 2005, *Société Central Bank of Irak*, *Rev. arb.*, 2006, pp. 214-224 : « L'exécution de la sentence et la notion d'émanation de l'Etat défendeur ».
37. *Suez, Sociedad General de Aguas de Barcelona S.A., and Vivendi Universal S.A. v. The Argentine Republic*, ICSID Case n° ARB/03/19 et *AWG Group Ltd. v. The Argentine Republic*, UNCITRAL Case et Sentence du 3 février 2006, *EnCana Corporation v. Republic of Ecuador*, LCIA Case n° UN348 in *Chronique de jurisprudence arbitrale en droit international public*, C. SANTULLI (dir.), *Revue de l'arbitrage*, 2006, pp. 1060-1063.
38. Compte rendu du colloque organisé par l'Institut des Hautes Études Internationales de l'Université Panthéon-Assas (Paris II) le 3 mai 2004 relatif aux « *Nouveaux développements dans le contentieux arbitral transnational relatif à l'investissement international* », *Rev. arb.*, 2004, p. 481.

B. Droit financier international

39. « Les dérivés de crédit à l'ombre du contrat sans loi », in *Travaux du Comité français de droit international privé*, 2016, à par.
40. « Vers un droit des faillites pour les Etats », *Revue Banque*, mai 2015, p. 44-45.
41. « L'ingénierie juridique pour la création d'un Centre international pour la sauvegarde financière des Etats », *JDI*, 2015, p. 1057-1075.
42. « *Pari passu* est-il exportable ? Ou comment le contentieux de la dette argentine renouvelle l'exécution transnationale des jugements condamnant un Etat », in *Droit et crise financière – Régulation et règlement des conflits en matière bancaire et financière*, J. Morel-Maroger, Th. Kirat, C. Boiteau, Bruylant, 2015, p. 311-322.
43. « El estatuto jurídico de la deuda pública », *Ius Inter Gentes*, N°10, Junio 2014, p. 85-93.
44. « Les *Credit default swaps* comme miroir des dérives de l'endettement public », in *Les dérèglement économiques internationaux : crise du droit ou droit des crises ?*, H. Gherari, Pedone, 2014, p. 81-94.
45. "Sovereign bonds and national relativism: can New York law contracts safely cross the Atlantic?", *Capital Markets Law Journal* (2014) 9 (2): 177-193.
46. « Le règlement des litiges relatives à l'activité des fonds souverains », in *Les fonds souverains : entre affirmation et dilution de l'Etat face à la mondialisation*, Pedone, 2014, p. 99-115.
47. « A Debt Restructuring Mechanism for European Sovereigns; An Emerging Idea », in *A Debt Restructuring Mechanism for Sovereigns: Do we need a legal procedure?*, Ch. Paulus (ed.), C.H. Beck, 2014, p. 200-209.
48. « Les clauses d'action collective comme remède à la crise souveraine dans la zone euro », in *Mélanges AEDBF-France*, A. Gourio et J.-J. Daigre (dir.), tome VI, RB Edition, 2013, p. 67-86.
49. « Le rôle cardinal du contrat dans l'endettement souverain » in *Les Etats en faillite ? Dettes souveraines et défaillance des Etats*, G. Guillaume (dir.), Collection de l'Académie des sciences morales et politiques, Hermann, 2013, p. 63-68.
50. « Emprunts toxiques des collectivités territoriales : l'indexation sur le franc suisse est-elle licite ? », en collaboration avec F. Raimbault, *Revue Lamy Collectivités territoriales*, Fév. 2012, p. 13-14.
51. « Il est temps pour les Etats d'avoir l'équivalent d'un droit des faillites », *Les Echos*, 5 janv. 2012, p. 25.
52. « Bonne gouvernance économique et dettes souveraines » in *Gouvernance, Développement économique du Maroc et Migrations*, K. Moukrite (coord.), Bulletin Economique et Social du Maroc, n° 168, Décembre 2011.

53. « Dissection du risque souverain » in *Insolvabilité des États et dettes souveraines*, M. Audit (dir.), LGDJ, collection droit des affaires, 2011, p. 1-22.
54. « La dette souveraine appelle-t-elle un statut juridique particulier ? » in *Insolvabilité des États et dettes souveraines*, M. Audit (dir.), LGDJ, collection droit des affaires, 2011, p. 67-88.
55. « A la recherche du statut juridique des dettes souveraines », *Revue Droit & Affaires*, 2011, p. 94-96.
56. « Aspects internationaux de la responsabilité des agences de notation », *Revue critique de droit international privé*, 2011, p. 581-602.
57. « Les fonds souverains sont-ils des investisseurs étrangers comme les autres ? », *Recueil Dalloz* 2008, chron. 1424.
58. Note sous CE, 30 octobre 2001, *Recueil Dalloz* 2002, p. 1869 : « Crédit : nationalité et principe de non-discrimination ».

C. Droit international privé et droit du commerce international

59. « L'identité génétique de l'enfant confrontée aux conflits de lois en matière d'assistance médicale à la procréation », in *L'identité à l'épreuve de la mondialisation*, S. Bollée et E. Pataut (dir.), IRJS ed., 2016, p. 109-126.
60. « Les recherches biomédicales conduites à l'étranger », *Annuaire international des droits de l'Homme*, Sakkoulas/LGDJ, 2016, p. 339-351.
61. « Les autorités nationales de régulation et le droit international privé », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Pierre Mayer*, LGDJ, 2015, p. 43-54.
62. « Application extraterritoriale du droit américain : un enjeu pour les entreprises françaises », *Echanges internationaux – Revue d'ICC France*, N° 104, Déc. 2015, p. 9.
63. « Les embargos et l'exécution des contrats de l'industrie extractive », in *Le contentieux extractif*, A. Ngwanza et G. Lhuilier, ICC, 2015, p. 62-73.
64. « Les obligations relatives à la "part locale" dans les contrats d'Etat », in *Droit international et développement*, SFDI – Colloque de Lyon, Pedone, 2015, p. 197-208.
65. « Sanctions et extraterritorialité du droit américain : quelles réponses pour les entreprises françaises ? », avec R. Bismuth et A. Mignon-Colombet, *JCP éd. G.*, 2015. 37.
66. « La renonciation par un Etat à son immunité d'exécution », in *Immunities in the Age of Global Constitution*, A. Peters, E. Lagrange, S. Oeter, C. Tomuschat (ed.), Brill Nijhoff, 2014, p. 70-84.
67. « Les marchés de travaux, de fourniture et de services passés par les organisations internationales », *Journal du droit international*, 4/2008, pp. 941-962.
68. « La nationalité et le "choix du for" dans les contentieux internationaux privés. Commentaire du Brief d'*amicus curiae* produit par la République française devant la Cour suprême des Etats-Unis dans l'affaire *Robert Morrison v. National Australia Bank Ltd.* » in *Droit international et nationalité*, SFDI, Colloque de Poitiers, Pedone, 2012, p. 203-230.
69. « L'affaire *Vivendi Universal SA* ou comment une *class action* diligentée aux Etats-Unis renouvelle le droit du contentieux international en France », en collaboration avec M.-L. Niboyet, *Gazette du Palais*, 28-29 mai 2010, p. 11-25.
70. « La compatibilité du principe de l'autonomie procédurale avec l'édification de l'espace judiciaire européen », in *L'exécution du droit de l'Union, entre mécanismes communautaires et droits nationaux*, J. Dutheil de la Rochère (dir.), Bruylant, 2009, p. 253-264.

71. « Impact of the mutual recognition principle on the law applicable to products » in *The Regulatory Function of European Private Law*, F. Cafaggi & H. Muir Watt (eds.), Edward Elgar, 2009, pp. 259-271.
72. « La compétence extraterritoriale en droit administratif » in *La compétence*, Travaux de l'AFDA-2, coll. Colloques et débats, Litec, 2008, pp. 69-78.
73. « Les autorités de régulation : La confrontation des autorités nationales de régulation à la transnationalité des marchés » in *Conflits de lois et régulation économique*, sous la dir. de M. AUDIT, H. MUIR WATT et E. PATAUT, LGDJ, Coll. Droit & Economie, Paris, 2008, pp. 3-16.
74. « La loi applicable à l'autorité de la chose jugée », *Procédures*, 2007, nos 8-9, pp. 23-26.
75. « Les marchés publics internationaux », *Juridictionnaire Joly – Contrats internationaux*, Livre XIX.
76. « Les conventions de coopération décentralisée », *Revue Lamy Collectivités territoriales*, Janv. 2007, pp. 62-65.
77. « Régulation du marché intérieur et libre circulation des lois », *J.D.I.*, vol. 133, 2006, pp. 1333-1363.
78. « Traité, loi ou contrat ? Droit international, droit français ou droit anglais ? La délicate question du « droit de substitution » dans l'affaire *Eurotunnel* », en collaboration avec C. SANTULLI, *D.* 2006, chron. 864.
79. « Langage communautaire et droits nationaux », *Informations sociales*, janv. 2006, pp. 50-54.
80. « Les marchés publics français comportant un élément d'extranéité », *Contrats publics*, n° 51, janvier 2006, pp. 23-26.
81. « L'interprétation autonome du droit international privé communautaire », *J.D.I.*, vol. 131, 2004, pp. 789-816.
82. « Conflit de lois et conflit de juridictions en matière de coopération transfrontalière », *Annales de droit de Louvain*, vol. 64, 2004, pp. 481-495 ; repr. in *Le droit des relations transfrontalières entre autorités régionales ou locales relevant d'Etats distincts, Les expériences franco-belge et franco-espagnole*, Y. Lejeune (dir.), Bruylant, Bruxelles, 2005, pp. 147-164.
83. « L'incidence du droit international privé communautaire sur les contrats administratifs », *LPA*, 17 mars 2005, n° 54, pp. 4-7.
84. « The present situation of private international law in France », en collab. avec D. BODEN, *The European Legal Forum*, 6-2005, pp. I-276.
85. « Les contrats de travail conclus par l'Administration à l'étranger », *Rev. crit. dr. internat. privé*, vol. 91, 2002, pp. 39-69.
86. Contribution au *Dictionnaire de droit international public*, sous la direction de J. SALMON, Bruylant, Bruxelles, 2001. Rédaction des *verbis* suivants : « Droit international privé », « Rattachement », « Renvoi » et « Statut personnel ».
87. Note sous Civ. 1^{re}, 14 novembre 2007, *Sté nationale des hydrocarbures*, *Rev. crit. dr. internat. privé*, 2008, pp. 303-312.
88. Note sous Cass. ch. mixte, 30 novembre 2007, *Revue juridique de l'économie publique*, Juin 2008 (n° 654), n° 25 : « La loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance est une loi de police ».
89. Note sous Civ. 1^{re}, 11 juillet 2006, *Agent judiciaire du Trésor*, *Rev. crit. dr. internat. privé*, 2007, pp. 391-397.
90. Note sous CE, 24 nov. 2006, *Droit administratif*, n° 4, avril 2007, p. 33 : « L'autorité des jugements étrangers ».
91. Note sous Civ. 1^{re}, 28 février 2006, *Commune de Macot-La plagne c. Sté Seblux*, *Rev. crit. dr. internat. privé*, 2006, pp. 848-856.
92. Note sous Civ. 1^{re}, 23 mai 2006, *Recueil Dalloz*, 2006, jur., p. 2798 : « Crédits transfrontaliers : quelle est la loi applicable ? ».

93. Note sous Civ. 1^{re}, 4 octobre 2005, *Keller Grundbau Gmbh c. Electricité de France et Spie Citra Île-de-France*, *Rev. crit. dr. internat. privé*, 2006, pp. 413-422.
94. Note sous CJCE, 9 septembre 2004, *Commission c. Royaume d'Espagne* (aff. C-70-03), *Rev. crit. dr. internat. privé*, vol. 94, 2005, pp. 451-465.
95. Note sous CE, 30 mars 2005, *SCP de médecins Reichheld et Sturtzer*, *AJDA*, 2005, pp. 1844-1846.
96. Note sous Cass. Soc., 14 janvier 2004, *Sté Agio Sigarenfabrieken c. Campana et a.*, *Rev. sociétés*, 2005, pp. 209-216.
97. Note sous CA Paris, 7 octobre 2003, *Banque Africaine de Développement c. M. A. Degboe*, *Rev. crit. dr. internat. privé*, vol. 93, 2004, pp. 409-423.
98. Note sous CJCE, 2 octobre 2003, *Garcia Avello*, *Recueil Dalloz*, 2004, jur., p. 1476 : « Principe de non-discrimination et transmission du nom de famille en Europe ».
99. Note sous CA Paris, 20 février 2002, *Etat d'Irak c. Sté Dumez*, *Rev. crit. dr. internat. privé*, vol. 91, 2002, pp. 746-756.
100. Note sous CE, 27 octobre 2000, *Bank Luxembourg*, *Rev. crit. dr. internat. privé*, vol. 91, 2002, pp. 103-113.
101. Note sous Civ. 1^{re}, 19 octobre 1999, *Recueil Dalloz* 2000, p. 765 : « Le crédit à la consommation face aux conventions internationales ».
102. « Veille de droit administratif transnational. Chronique 2011 », *Droit administratif*, Janvier 2012, p. 9-12.
103. « Veille de droit administratif transnational. Chronique 2010 », *Droit administratif*, Décembre 2010, pp. 5-8.
104. « Veille de droit administratif transnational. Chronique 2009 », *Droit administratif*, Décembre 2009, p. 14-17.
105. « Veille de droit administratif transnational. Chronique 2008 », *Droit administratif*, Octobre 2008, p. 13-16.
106. « Veille de droit administratif transnational. Chronique 2007 », *Droit administratif*, août-septembre 2007, p. 5-7.
107. « Veille de droit administratif transnational. Chronique 2006 », *Droit administratif*, juin 2006, p. 2-3.
108. « Veille de droit administratif transnational. Chronique 2005 », *Droit administratif*, avril 2005, p. 4-5.

D. Droit civil

109. Note de jurisprudence sous Civ. 1^{ère}, 12 novembre 1998, *Semaine juridique éd. G* 1999. II. 10157 : « L'imprécision du terme dans le contrat de commodat ».